

Dégradations de la CR 32 au Conseil Départemental

le Président du Département regrette l'absence de soutien de la Présidente de l'Assemblée Nationale en déplacement dans le Gers



Dégradations de la CR 32 au Conseil Départemental

Après les dégradations de la CR 32 du 18 juillet en soirée au local des Écologistes et aux entrées du Conseil Départemental, et le rendez-vous "manqué" de la présidente de l'Assemblée Nationale, Philippe Dupouy réagit violemment.

À l'occasion du déplacement de Madame Yaël Braun Pivet, Présidente de l'Assemblée nationale, ce jour dans le département du Gers, le Président du Conseil départemental, Philippe Dupouy, l'avait invité à venir constater par elle-même les dégradations commises la veille devant le siège du Conseil départemental par des membres de la Coordination rurale.

« Je regrette que la Présidente de l'Assemblée Nationale ne soit pas venue constater les dégradations de la Coordination rurale à l'encontre du Conseil départemental, mettant en avant une invitation qui ne respecterait pas les formes. Pour ma part, je considère que c'est l'inaction de l'État face à ces tentatives d'intimidation qui ne respecte rien ! Le cortège officiel est passé à moins de 100m de l'Hôtel du Département, preuve supplémentaire du mépris de l'État à l'encontre des collectivités. Je sais que cette journée se conclura par une séquence de dédicace de Madame Braun-Pivet. Aussi, je m'interroge sur le réel but de cette visite, dans notre département, qui évite les vrais sujets. » - Philippe Dupouy, Président du Département du Gers.

Et de poursuivre:

La démocratie, c'est le débat, la contradiction, l'expression des colères. Ce n'est pas la dégradation des lieux publics ni la banalisation de l'intimidation. L'État ne peut plus rester spectateur. « Rien n'est plus méprisable que le respect fondé sur les craintes », disait Albert Camus. Face à ces dérives, le Président déplore le silence et l'inaction de l'État, qui laissent se multiplier des comportements à l'égard des collectivités locales et diverses institutions, sans réponse à la hauteur des enjeux. Il appelle l'État à réaffirmer son rôle de garant de l'ordre républicain et de la protection des institutions.

Le Président du Département rappelle également que les Conseils départementaux n'ont aujourd'hui plus aucune compétence réglementaire en matière agricole. Dans le Gers, le Département continue volontairement d'agir pour soutenir les agriculteurs locaux, valoriser les circuits courts, défendre le bien-manger et le bien-produire sur le territoire, favoriser la transmission des exploitations, aider les jeunes à s'établir, soutenir les éleveurs en cas de crise sanitaire, accompagner les producteurs à faire connaître leurs produits.

Cet engagement, assumé hors de tout cadre obligatoire, traduit la volonté de rester aux côtés du monde agricole, dans un esprit de solidarité et de responsabilité.

Malheureusement, une nouvelle fois, la Coordination rurale choisit l'action coup de force et l'illégalité pour faire connaître sa colère. Une colère ciblée contre la députée Sandrine ROUSSEAU qui n'a rien à voir avec l'action du Conseil Départemental.

En visant le parc du Département, en entravant et dégradant ses accès, la Coordination rurale s'attaque en premier lieu à l'ensemble des contribuables gersois. Ce sera en effet une nouvelle dépense pour le Département qui aura à sa charge de remettre en état les lieux. Autant d'argent public qui serait plus utile à venir concrètement en aide aux agriculteurs. Le nettoyage de la précédente action de la CR, qui avait bloqué le contrat de Saint-Cricq sur la RN 124, avait coûté en matériel et ressources humaines, près de 100 000 euros, sans parler des nuisances pour les automobilistes.

Le Président du Département renouvelle sa volonté d'écouter les préoccupations du monde agricole, mais dans un cadre respectueux des institutions et des personnes.



P1880836.JPG